

Compte rendu de la rencontre du comité Milieux humides et hydriques

24 janvier 2023

En mode hybride à la MRC de Bonaventure à New-Carlisle

Présences

Membres	Organisations	Présences (X)
Dominic Lemyre	Conseil régional de l'environnement GIM	X
Antoine Gagnon-Poiré	Fédération québécoise pour le saumon atlantique	
François Godin	Groupe Lebel	X
Catherine Dutil	Conseil de l'eau Gaspésie Sud	X
Jonathan Synnott	Association Coopérative Forestière de St-Elzéar	X
Mathieu Piché-Larocque	Groupe de scieries GDS	X
Patrick Gendreau	SÉPAQ	X
Dany Scott	Regroupement des MRC de la Gaspésie	X
Yves Briand	Conseil de l'eau du Nord de la Gaspésie	X

Nom	Organisations	Présences (X)
Jason Argouin	MRNF	X
Steve Bujold	MRNF	X
Guillaume Berger-Richard	TGIRT	X

Procès-verbal

Point à l'ODJ	Procès-verbal	Résumé des décisions (responsabilités)
1. Ouverture de la rencontre	<p>La rencontre commence à 13h05</p> <p>Un tour de table est fait et les membres nomment leurs attentes face aux comités. Les attentes suivantes sont nommées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Que les préoccupations qui ont été annoncées en 2017, puissent s'intégrer dans les planifications forestières de 2023-2028 • Arriver à une solution face aux préoccupations passées pour ensuite pouvoir travailler sur les nouvelles préoccupations. • Mettre en commun nos expertises différentes afin d'arriver à des solutions • Pouvoir ramener les discussions et les décisions à nos organismes respectifs • Garder le regard sur la refonte des VOIC et de les améliorer • Collaborer à mieux protéger les MHH • Travailler à mettre des solutions en application • Évaluer les impacts, quantifier les milieux • Travailler à construire et à collaborer <p><u>Proposition de nommer le comité Milieux humides et hydriques</u> Proposition adoptée</p>	<p>Changer le nom du comité - TGIRT</p>
2. Adoption de l'ordre du jour	<p>L'ordre du jour est présenté par Guillaume Berger-Richard</p> <p>L'ordre du jour diffère de l'ordre du jour envoyé aux membres au niveau des points en suivi.</p> <p>L'ordre du jour proposé est le suivant :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Ouverture de la rencontre 2. Adoption de l'ordre du jour 3. Remise en contexte des dossiers 	

	<ol style="list-style-type: none"> 4. Adoption du dernier compte rendu 5. Points en suivi <ol style="list-style-type: none"> a. Mise à jour des résultats b. Proposition actuelle du ministère 6. Évaluation des autres mandats 7. Établissement d'un calendrier de travail 8. Varia 9. Fermeture de la rencontre 	
3. Remise en contexte des dossiers	<p>Jason Argouin présente l'historique et le contexte (cliquer ici pour accéder au document synthèse avril 2021)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Il présente d'abord le résumé des deux premières rencontres du comité • Patrick nomme qu'il y a les données lidar sur les écotones riverains. • François dit que les BGA n'ont jamais reçu les couches de protections actuelles • Il y a les enclavés et les inaccessibles qui pourraient être évalués • Entre-temps la certification forestière a été modifiée et des secteurs pourraient avoir été ajoutés <p>Ce document synthèse est basé sur les analyses d'Antoine Richard (cliquer ici pour accéder au rapport des analyses)</p> <p>Présentation des critères forestiers</p> <p>Seuls les blocs enclavés n'étaient pas identifiés dans les critères forestiers</p> <p>Présentation des critères fauniques</p>	

	<p>Les nouveaux calculs ont été faits pour 2023, seules les carences concernant les lacs et les étangs ont été calculées, car c'est à ce niveau que les carences avaient été ciblées.</p> <p>Question : Est-ce que les autres milieux, les protections et les états ont pu diminuer?</p> <p>Les autres milieux ne devraient pas avoir diminué, car il y a plus de protection aujourd'hui qu'au moment de la première analyse.</p>	
4. Adoption du dernier compte rendu	<p>Guillaume présente le compte rendu de la dernière rencontre</p> <ul style="list-style-type: none"> Guillaume fait la lecture du compte rendu du 17 mai 2021. <p><i>La proposition de compte rendu est adoptée</i></p>	
5. Points en suivi	<ul style="list-style-type: none"> Jason présente les résultats actuels et les % des nouveaux calculs Le niveau de la 63 est dépassé Pour les niveaux 61 et 62, les chiffres sont similaires Les projets d'aires protégées et les aires protégées sont inclus dans les calculs avec une protection administrative. Toutefois, les protections administratives, qui sont incluses au niveau du secteur forêt ne concerne pas d'autres secteurs d'activité comme le secteur minier dont les claims seraient maintenus, ce qui pourrait contrebalancer les efforts consentis par l'industrie forestière. PRDTP-récréotouristique - est-ce que le ministère peut proposer d'inclure leur protection administrative? Le conseil de l'eau siège aussi sur le comité du PRDTP, il pourrait être pertinent d'en parler. Tous les secteurs verts sur la carte présentée par Jason sont sous une des formes de protection. Question : Est-ce qu'on récolte plus que prévu considérant les protections administratives. R : Les calculs de possibilité forestière prennent en compte la majorité de ses secteurs. Il y a 	

	<p>une influence concernant les protections administratives, certaines sont prise en compte et d'autres non. Les aménagistes ont des buffers de volumes qui permettent d'inclure les protections administratives. Une validation des ministères serait pertinente pour valider la pratique.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les protections pour la norme FSC ont été soumises à un calcul • Question : Les VOIC dont les opérations sont balisées comme le VOIC Paysage, ceux-ci ne sont pas encore retirés du calcul de possibilités forestières? R : Certains VOIC n'ont pas d'impact sur la possibilité forestière, car il est possible dans le cycle de planification forestière de les récolter. Donc il y a maintien de la possibilité forestière, car cela ne l'influence pas. Ces VOIC jouent sur la concentration des coupes. Sur le temps de la révolution, il n'y a pas d'impact, car la forêt sera coupée à un certain moment, mais les attributs protégés dans le VOIC seront respectés. • S'il y a une protection officielle, et non un taux de coupe, c'est une perte de volume en lien avec le calcul de possibilité forestière. • Concernant les AIPL, il manque d'investissement afin de garantir les volumes, les BGA risquent d'être doublement pénalisés. <p>Présentation des chiffres des UA. Cliquer ici pour accéder aux tableaux.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Si on veut proposer des superficies, il faudrait une répartition par grand bassin versant. • Proposition actuelle du ministère <p>Considérant que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le travail des critères n'est pas parfait et qu'il sera toujours perfectible. • Pour mettre à jour les calculs, cela impliquerait de redemander les couches à jours aux organismes les produisant et que cela impliquerait potentiellement de plus longs délais. 	
--	---	--

	<ul style="list-style-type: none"> • Rouler les analyses demandera à nouveau beaucoup de travail pour le ministère • Réviser les critères risque d'avoir un impact peu significatif <p><u>Proposition :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Que le MRNF partage les shapefiles aux BGA (comprenant les critères fauniques et forestiers) et mette une colonne enclavée 1 ou 0 ;</u> • <u>Envoi des secteurs enclavés par les BGA sous forme de shapefile aux autres membres (à partager avant la prochaine rencontre)</u> • <u>Une présentation des secteurs se fera lors de la prochaine rencontre.</u> <p>Discussion sur la proposition</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les territoires concernant les espèces menacées devraient être ciblés en premier. • Il serait probablement pertinent de rouler les analyses afin de vérifier que les occurrences des espèces menacées et vulnérables soient à jour afin de cibler les bons territoires. • Question : Comment on inclut les espèces menacées? Est-ce qu'il y a des occurrences des espèces menacées? R : Le ministère a une couche pour intégrer les espèces menacées avec le DGfa avec le représentant des MEVS du CDPNQ, les mentions historiques ne sont pas toujours prises en compte. • Question : Est-ce qu'il pourrait avoir une plus-value à protéger 300m à un endroit et 150m à un autre? R : Au niveau de l'étude du guide, il est question de 200 pour avoir une intégrité écologique. Ainsi, ce type de mesures pourra venir briser l'intégrité à un endroit et créer un surplus à un autre. Il n'y aura donc pas vraiment de plus-value. • Question : Concernant par exemple la voirie qui longe les lacs, est-ce qu'un arrêt d'utilisation de ces chemins pourrait permettre 	
--	--	--

	<p>un retour ces secteurs dans ce qui considère intégral? R : On parle en ce moment d'un statut de protection et non d'une intégrité écologique au moment de venir cibler le territoire. L'intégrité sera obtenue à terme lorsque le chemin sera revégétalisé.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Il y a des secteurs qui ont beaucoup de pentes et qui pourraient représenter une protection supplémentaire. Ces éléments pourraient être pris en compte dans l'analyse des BGA. <p>Les BGA ont deux semaines lors desquelles ils pourraient analyser les shapefiles afin de cibler les blocs enclavés.</p> <p>Il y a plusieurs discussions sur les méthodologies possibles pour cibler les secteurs, voici certaines des possibilités discutées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sélection selon critère combiné (par addition de la cote actuelle) • Sélection selon un indice intégré standardisé • Sélection selon critère faunique après sélection des blocs enclavés • Sélection selon une cote minimum faunique et forestière en prenant en compte la sélection de blocs enclavés ou de critères discriminants • Sélection des blocs enclavés en attribuant une cote forestière maximale pour ces blocs • Sélection selon un indice intégré comprenant les trois cotes (faunique, forestier et enclavé) • Sélection à partir de critères discriminants (par exemple : espèces vulnérables et menacées, bloc enclavé ...) comme première étape • Sélection à partir des critères standardisés dans une plage de X% des deux critères fauniques et forestiers jusqu'à obtenir les 40% de couverture souhaitée par exemple de ceux qui cote le plus fort 	
--	---	--

	<p>sur l'indice combiné sur une sélection comprenant une sélection de X% où que X pourrait être de 60% par exemple.</p> <ul style="list-style-type: none"> Sélection en deux temps, d'abord un choix en fonction des critères faune et enclavé. Ensuite, s'il en manque, on complète ce qui manque avec critère faunique et forestier. <p>Il n'y a pas d'entente sur la méthodologie à suivre et les membres proposent de remettre cela au prochain comité. Cela permettra de mieux s'approprier le dossier par l'analyse des shapefiles.</p> <p>La proposition est adoptée.</p>	
6. Évaluation des autres mandats	<p>Protection des écotones riverains</p> <p><u>Le comité MHH propose que le BFEC analyse s'il est possible de venir compenser les pertes de possibilité forestière occasionnées par un scénario de protection des écotones riverains, des milieux riverains des lacs et des étangs et des MHI tel que proposé par la TGIRT.</u></p> <p>Cliquer ici pour accéder à la présentation de Jason</p> <p>Discussion</p> <ul style="list-style-type: none"> Pour l'instant, les AIPL n'ont pas les budgets. Ainsi, il serait intéressant de voir s'il y a d'autres moyens de compenser les pertes de possibilité forestière. Cela ne signifie pas qu'il y aura des modifications aux AIPL ou à de possibles investissements, c'est juste de regarder s'il y a d'autres possibilités. Concernant les MHI, ceux-ci proviennent d'une banque de MHI potentiel. Est-ce que la banque est à jour, c'est une bonne question. Est-ce que c'est possible de faire deux pierres d'un coup en protégeant les écotones riverains et en les désignant comme MHI, c'est peut-être une possibilité. 	MRNF avec le BFEC

	La proposition est adoptée.	
7. Établissement d'un calendrier de travail	<u>La prochaine rencontre aura lieu le 9 février 2023</u>	
8. Varia		
9. Fermeture de la rencontre	La rencontre est levée à 16h05	